

Forum : Forum citoyen sur l'économie et le climat

Thématique : Devons-nous repenser notre modèle économique productiviste face à l'urgence climatique actuelle ?

Nom du/de la Citoyen.ne : __Alinoé Gerard

Situation familiale ☐ Marié/en couple ☒ Célibataire ☐ Avec enfants, si oui combien _____	Niveau d'étude ☐ Primaire ☐ Secondaire ☒ Universitaire
--	--

1. De quelle manière êtes-vous concerné.e par le sujet ?

Je suis un homme sud-africain de vingt ans, et en tant que Responsable de la relocalisation chez Sappi, je suis directement impacté par les fermetures d'usines dans le KwaZulu-Natal, qui est une région clé pour notre activité papetière.

Premièrement, le changement climatique, notamment les inondations, ont entraîné un énorme impact opérationnel et économique. Ainsi des infrastructures critiques comme les usines de Ngodwana sont endommagées, ce qui a causé des arrêts de production et donc des pertes financières importantes estimées à plusieurs millions de dollars. Les inondations ont bien sûr aussi directement endommagé les plantations, encore un désavantage économique important (pour l'entreprise). Ceci affecte aussi directement les employés : près de 2 000 emplois directs sont en jeu, sans compter les emplois indirects locaux comme les fournisseurs etc.

La fermeture de ces usines engendre des conséquences graves non seulement sur l'aspect économique de notre entreprise, mais aussi à plus grande échelle sur la société et l'environnement local. Ainsi, certaines usines, par exemple celle de Stanger dans Richards Bay, soutiennent des villes entières et leur fermeture menace la stabilité économique et sociale de la région. De plus, les inondations ont affecté des zones naturelles protégées, ce qui me tient à cœur.

Tout cela est accablant à l'entreprise car historiquement, Sappi s'est toujours engagé à réduire ses émissions de CO₂ et d'opérer de façon durable, ce qui est remis en question par les inondations. La responsabilité est sur mes épaules aujourd'hui de trouver des solutions concrètes, comme l'attendent les communautés locales et certains investisseurs/clients, pour reconstruire efficacement et de manière plus résiliente nos usines, tout en préservant la dimension écologique de l'entreprise, afin de protéger aussi la légitimité de cette dernière.

La relocalisation, pour moi, n'est pas seulement une question de réouverture d'usines : c'est aussi une opportunité de repenser notre modèle pour le rendre plus résilient, durable et inclusif. Les inondations sont un signal d'alarme : le changement climatique va aggraver ces risques, et Sappi doit anticiper.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

Au premier plan je propose déjà une relocalisation stratégique des usines : mon objectif principal serait de trouver de nouvelles zones tout en minimisant les risques futurs et en optimisant les coûts. Je pourrai mettre en place la modernisation des infrastructures existantes avec renforcement des digues et systèmes de drainage, avec un système de récupération des eaux de pluie. Une autre façon d'augmenter la durabilité des usines est d'utiliser majoritairement des énergies renouvelables tels que les panneaux solaires et le biogaz issu des déchets de production. De plus, il pourrait être intéressant

de tester des cultures de bois à croissance rapide mais moins gourmandes en eau, comme l'*Acacia mearnsii*, afin de survivre aux périodes de sécheresses. L'augmentation de la part des fibres recyclées dans la production (objectif : 30 % d'ici 2027) augmenterait aussi l'éco-responsabilité de l'entreprise.

Je voudrais également amplifier la résilience des chaînes d'approvisionnement pour sécuriser l'accès au bois et réduire les dépendances. Ainsi, je pourrais développer des plantations mixtes, c'est-à-dire planter de l'eucalyptus avec des espèces locales résistantes à la sécheresse, faire des partenariats avec des petits producteurs forestiers pour stabiliser l'approvisionnement et soutenir l'économie locale. Ceci est lié à l'idée d'installer des partenariats avec des coopératives agricoles pour développer des cultures complémentaires (ex. : miel, plantes médicinales) sur les terres non utilisées pour le bois avec aussi des formations spécialisées pour les employés affectés aux métiers verts (ex. : gestion forestière durable, maintenance d'énergies renouvelables).

Toute collaboration avec des parties prenantes serait aussi appréciée pour construire une relocalisation inclusive et transparente. Pour cela, il faudrait organiser des assemblées publiques, pour expliquer les plans de relocalisation et recueillir des feedbacks, et des comités de suivi avec des représentants locaux (chefs traditionnels, ONG, syndicats). Je propose une collaboration avec des universités (ex. : Université du KwaZulu-Natal) pour des études sur l'adaptation climatique. Finalement, afin d'assurer la transparence, j'ordonnerai des rapports annuels sur l'avancement des projets, avec des indicateurs clairs (ex. : nombre d'emplois créés, tonnes de CO₂ évitées).